

## Débat sur l'avenir de l'école Brie le 3 décembre 2003.

**Une quarantaine de personnes participent à ce débat dont :**

- 5 familles
- une quinzaine d'élus municipaux
- une vingtaine de personnels de l'Education Nationale.

**Les 3 questions abordées au cours de ce débat :**

- Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?
- Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?
- Comment en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'état et des collectivités territoriales ?

**Question N° 1 : « Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?**

Un constat : les valeurs diffusées dans notre société semblent à l'opposé des valeurs instituées par Jules Ferry, à savoir : citoyenneté, laïcité et gratuité.

Il existe donc un grand fossé entre les valeurs diffusées à l'école et celles qui sont valorisées à l'extérieur dans notre société.

Est-ce à l'école de s'adapter et de réviser ses valeurs en fonction de l'évolution de la société ou bien à la société de faire en sorte que les valeurs de l'école soient reprises à son compte.

Si les valeurs de l'école doivent s'adapter, il faut redéfinir ses valeurs qui devront prendre en compte les problèmes de société liés par exemple au racisme, à la consommation, à l'environnement,...

De toute façon, l'école est une institution et se doit d'avoir un cadre de référence sur lequel la république peut agir.

**L'une des valeurs qui reste essentielle et fondamentale est la laïcité pour que l'école soit l'école de tous.**

Doit-on admettre ou tolérer les marques de différences pour permettre justement aux enfants et aux jeunes d'avoir un regard critique pour les amener à accepter ces différences et les sensibiliser ainsi à la tolérance ?

**La première vocation de l'école est d'apprendre à vivre mieux en société et l'école doit tenir compte de ce principe en étant à la fois un espace de défense des valeurs qui font le socle de la République (Laïcité, égalité, fraternité) et en y intégrant des valeurs liées aux problèmes actuels de société (marchandisation, environnement, racisme,...)**

La république s'est construite sur des lois. La mission de l'école est d'apprendre à respecter ces règles.

Faut-il réintroduire les leçons de morale pour inculquer ces valeurs ?

La synthèse du débat sur cette question est difficile, à savoir essentiellement des constats sur les valeurs actuelles de la société, mais pas de priorités dégagées pour l'école de demain.

**D'où une nécessité de réexaminer les valeurs actuelles de l'école en fonction des problèmes actuels de société.**

De plus, la conclusion sur cette question est :

Est-ce seulement le rôle de l'école ou aussi celui des parents d'inculquer toutes ces valeurs ?

Si l'école a vocation d'apprendre ou d'inculquer ces valeurs de tolérance et de respect, elle doit être relayée par les parents.

Il y a donc nécessité d'une relation plus étroite entre le monde de l'école et les familles, ce qui amène le débat sur la 2<sup>ème</sup> question :

## **Question n° 2 « Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ? »**

Constat : Aujourd'hui, il existe une crise de confiance entre les parents et les enseignants.

Les parents n'osent pas venir rencontrer les enseignants.

Il faudrait lever les malentendus entre l'école et les familles.

Les rencontres et les explications devraient aider pour tous les problèmes de souffrance dans les familles.

**Il faut donc mettre en place des rencontres institutionnelles entre les enseignants et les parents pour que la confiance s'établisse.**

Il existe également trop de décalage entre ce que pensent les familles et ce que pensent les enseignants.

Les parents font remarquer une mauvaise écoute des enseignants.

Réaction opposée des enseignants présents qui précisent qu'ils ne sont ni des assistantes sociales, ni des psychologues et que leur vocation première est d'enseigner.

**Même si les parents doivent bien évidemment se prendre en charge et se responsabiliser, émerge l'idée de mettre en place une formation des enseignants pour l'écoute des parents en souffrance.**

L'autre problème évoqué est le manque de disponibilité des parents qui, très souvent aujourd'hui, travaillent tous les deux, d'où la nécessité de prendre en compte le temps du périscolaire.

Cette prise en charge existe dans certaines communes, mais toutes n'ont pas les moyens de mettre en œuvre cet accompagnement périscolaire.

**Donner les moyens financiers aux collectivités pour qu'elles mettent en place des structures périscolaires avec des personnels formés et en créant un lien étroit entre les enseignants et les équipes périscolaires pour une meilleure efficacité d'action.**

Attention également à ce que ce système ne déresponsabilise pas les parents, d'où la nécessité encore une fois de rencontres régulières avec les familles pour prendre en compte les réelles difficultés de chaque enfant.

**Trouver les moyens de faciliter les lieux de libres rencontres ou libres échanges entre parents pour trouver des solutions à des problèmes communs.**

**Trouver les moyens de former les parents qui auraient besoin d'idées et de conseils pour éduquer leurs enfants.**

**Question n° 3 : « Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales ?**

Constat : trop de décentralisation peut amener des disparités sur le territoire, mais elle a été bénéfique pour les communes qui se sont données les moyens pour conserver, préserver et valoriser leurs écoles.

**Une chose est unanime dans la salle : le personnel enseignant, les diplômés et les programmes doivent rester nationaux**

Une discussion s'instaure également sur les mutualisations intercommunales pour ainsi offrir à chaque enfant une égalité des chances face aux moyens déployés.

**Si il ne faut pas à priori mettre en place des regroupements d'écoles, il faut promouvoir les mutualisations intercommunales sachant que celles-ci ne devront pas être imposées par l'état, mais à l'initiative et avec la volonté de tous les acteurs de l'école, à savoir, les élus, les enseignants et les parents.**

## **Les pistes et les idées à retenir du débat :**

L'une des valeurs qui reste essentielle et fondamentale est la laïcité pour que l'école soit l'école de tous.

La première vocation de l'école est d'apprendre à vivre mieux en société et l'école doit prendre en compte ce principe en étant à la fois un espace de défense des valeurs qui font le socle de la République (Laïcité, égalité, fraternité) et en y intégrant des valeurs liées aux problèmes actuels de société (marchandisation, environnement, racisme,...)

Il faut donc mettre en place des rencontres institutionnelles entre les enseignants et les parents pour que la confiance s'établisse.

Mettre en place une formation des enseignants pour l'écoute des parents en souffrance.

Donner les moyens financiers aux collectivités pour qu'elles mettent en place des structures périscolaires avec des personnels formés et en créant un lien étroit entre les enseignants et les équipes périscolaires pour une meilleure efficacité d'action.

Le personnel enseignant, les diplômes et les programmes doivent rester nationaux.

Promouvoir les mutualisations intercommunales sachant que celles-ci ne devront pas être imposées par l'état, mais à l'initiative et avec la volonté de tous les acteurs de l'école, à savoir, les élus, les enseignants et les parents.